

N° AT-MAR-2023-311

**Arrêté temporaire
Portant réglementation de la circulation**

D 971, D 971J1 et D 913, commune de Carentan-les-Marais

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MANCHE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L3221-4 et L3221-5,

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-5, R. 411-8 et R. 413-1

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements

Vu l'arrêté ministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié par l'arrêté du 6 décembre 2011

Vu l'arrêté du président du conseil départemental de la Manche, n° ARR-2023-59, du 3 février 2023, applicable à partir du 6 février 2023, portant délégation de signature à Monsieur le responsable de l'agence technique départementale des marais.

Vu la demande de **l'entreprise SIGNATURE SAS** en date du 10/03/2023 sollicitant l'autorisation de réaliser des travaux **du 27/03/2023 au 14/04/2023**,

Considérant que pendant **les travaux de pose de panneaux de signalisation directionnelle**, sur les :

- **D 971** du PR 62+0757 au PR 62+0815 (Carentan-les-Marais)
- **D 971J1** du PR0+0093 au PR0+0146
- **D 971** du PR64+0309 au PR64+0442
- **D 913** du PR0+0789 au PR0+0983

, sur le territoire de la commune de **Carentan-les-Marais**, **la circulation sera réglementée suivant le schéma CF 11 du manuel du chef de chantier ou s'effectuera par alternat avec sens prioritaire suivant la schéma CF 22 du manuel de chef de chantier**,

ARRÊTE

Article 1 : À compter du **27/03/2023** et jusqu'au **14/04/2023**, les prescriptions suivantes s'appliquent sur les :

- **D 971** du PR 62+0757 au PR 62+0815 (Carentan-les-Marais) situés hors agglomération
- **D 971J1** du PR0+0093 au PR0+0146 (Carentan-les-Marais) situés hors agglomération
- **D 971** du PR64+0309 au PR64+0442 (Carentan-les-Marais) situés hors agglomération
- **D 913** du PR0+0789 au PR0+0983 (Carentan-les-Marais) situés hors agglomération

- La circulation des véhicules est alternée par B15+C18 avec une longueur maximale de 100 mètres, sur décision du gestionnaire de la voirie.

- Compte tenu de la réalisation des travaux en accotement, la circulation sera réglementée suivant le schéma CF11 du manuel du chef de chantier.

Article 2 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux.

Article 3 : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 : Monsieur le Directeur général des services et Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie de la Manche sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à La Haye, le 16/03/2023

**Pour le Président et par délégation,
Le responsable de l'agence technique départementale
des Marais**

Patrice CULERON

Pour le président et par délégation

Signé électroniquement par : Patrice

Culeron

Date de signature : 16/03/2023

Qualité : Responsable d'agence - ATD des
marais

DIFFUSION:

- Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie de la Manche
- Monsieur le maire de Carentan-les-Marais
- Monsieur Jacques DAVID (entreprise SIGNATURE SAS)
- CER de Carentan-les-Marais

ANNEXES:

Zones de travaux



Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.